



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HÉRAULT

Préfecture

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES
BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DES ÉLECTIONS

Avis de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial portant sur l'autorisation d'extension d'un supermarché à l enseigne « Hyper CASINO » à Colombiers (34)

Le Préfet de l'Hérault

**Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Au terme de ses délibérations en date du 16 février 2016 prises sous la présidence de M. Philippe NUCHO, Sous-préfet, Secrétaire Générale Adjoint, représentant le Préfet de l'Hérault

VU le code de commerce ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

VU le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-I-749 du 22 mai 2015 instituant la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2015, fixant la composition de la C.D.A.C. chargée de statuer sur la demande visée ci-dessous ;

VU la demande de permis de construire n° 03408115Z0017 déposée en mairie de Colombiers (34), le 24 décembre 2015 ;

VU la demande enregistrée sous le n° 2016/2/AT le 18 janvier 2016, formulée par la S.C.I. CAPI sise 1 Rue des Anciennes Carrières à Colombiers (34), agissant en qualité de propriétaire de l'immeuble, en vue d'être autorisée à l'extension de 1 461 m² d'un supermarché à l enseigne « Hyper Casino » de 2 334 m² de surface initiale, portant sa surface totale à 3 800 m² et de sa galerie marchande de 101 m² situé Z.A.E. de Cantegals à Colombiers (34) ;

VU le rapport présenté par le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

CONSIDÉRANT que la construction d'un parking aérien sur 3 niveaux aura un impact sur l'insertion paysagère en bordure de l'axe Béziers/Narbonne ;

CONSIDÉRANT le risque de saturation du flux automobile compte tenu d'un nouvel accès proche de la branche du giratoire et de l'absence de liaison douce ;

VU le résultat des votes des membres de la C.D.A.C. ;

A DÉCIDÉ de refuser l'autorisation d'exploitation commerciale par 5 voix « Contre », 2 abstentions et 1 voix « Pour ».

Ont voté contre :

- M. Alain CARALP, Maire de Colombiers, commune d'implantation
- M. Serge PESCE, représentant le Président de la Communauté de communes la Domitienne
- M. Michel SUERE, représentant le Président du Syndicat Mixte du S.Co T. du Biterrois
- M. Jacques ADGÉ, représentant l'Association des Maires du département
- M. Edouard ROCHER, Maire de Coursan (Aude)

Se sont abstenues :

- Mme Julie GARCIN-SAUDO, représentant le Président du Conseil Départemental de l'Hérault
- Mlle Géraldine CUILLERET, personnalité qualifiée en matière de développement durable

A voté pour l'autorisation du projet :

- M. Jacky BESSIERES, personnalité qualifiée en matière de consommation

Le Président certifie l'exactitude de cet avis qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le **24 FEV. 2016**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet
Président de la Commission Départementale
d'Aménagement Commercial

Philippe NUCHO

Délais et voies de recours : Conformément à l'article L 752-17 et R 752-30 du code de commerce, cette décision peut faire l'objet d'un recours devant la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services - D.G.C.I.S. - Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial - TÉLÉDOC 121 - 61 Boulevard Vincent Auriol - 75703 Paris Cedex 13, dans le délai d'un mois :

- Pour le demandeur, à compter de la date de notification de la décision de la C.D.A.C.
- Pour le Préfet et les membres de la commission, à compter de la date de la réunion de la commission ou de la date à laquelle l'autorisation est réputée accordée
- Pour toute autre personne ayant intérêt à agir, à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'art. R.752-19.